

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
ZAC de Bourran
9 rue de Bruxelles
12000 Rodez

Rodez, le 16/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAINT AMANS ENERGIES SARL

213, cours Victor Hugo
33130 Bègles

Références : 81-CRARC-2025-105
Code AIOT : 0006810408

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement SAINT AMANS ENERGIES SARL implanté Puech Balmes ou La Forêt Communale Section B n° 34 et Section C n° 20 et 69 81240 Saint-Amans-Valtoiret. L'inspection a été annoncée le 02/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la visite était de vérifier la régularisation du parc éolien à la suite de la mise en demeure concernant la gestion des déchets et l'absence de réserve incendie. La vérification du suivi réglementaire des équipements sous pression également était contrôlée.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAINT AMANS ENERGIES SARL

- Puech Balmes ou La Forêt Communale Section B n° 34 et Section C n° 20 et 69 81240 Saint-Amans-Valtoret
- Code AIOT : 0006810408
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Saint Amans Energies appartenant au groupe VALOREM a été autorisée à exploiter un parc éolien sur la commune de Saint Amans-Valtoret, constitué de 5 éoliennes de puissance unitaire maximale de 2,2 MW. Le parc a été mis en service en juin 2024. Le parc éolien de la société Valtoret Energies, du groupe VALOREM, comporte également 5 éoliennes et est dans la continuité de ce parc.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Équipement sous pression

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
8	Vérification des échéances de l'inspection périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Levée de mise en demeure - déchets	AP de Mise en Demeure du 04/11/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Levée de mise en demeure - incendie	AP de Mise en Demeure du 04/11/2024, article 1	Levée de mise en demeure
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
4	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
5	Risques	Code de l'environnement du 31/12/2016, article R.557-14-1	Sans objet
6	Contrôle de la liste des appareils à	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	pression		
7	Contrôle de la liste des appareils à pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III	Sans objet
9	Vérification des échéances de la requalification périodique	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est remis en conformité dans les délais de la mise en demeure du 4 novembre 2024. En outre, la gestion des équipements sous pression est jugée satisfaisante.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Levée de mise en demeure - déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/11/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : La société SAINT-AMANS ÉNERGIES, dont le siège social est situé 213 cours Victor Hugo, 33323 BÈGLES et qui exploite un parc éolien de 5 aérogénérateurs sur la commune de SAINT-AMANS-VALTORET, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants : Dans un délai de six mois : - article 20 de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 et l'article L. 541-2 du code de l'environnement : en justifiant que les déchets produits par le parc éolien sont transférés vers une installation dûment autorisée à les prendre en charge ; [...]
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection les derniers bordereaux de suivi des déchets. Les déchets sont collectés par l'entreprise ORTEC INDUSTRIE située à FOR-SUR-MER dûment autorisée à prendre en charge des déchets dangereux. L'exploitant a indiqué à l'inspection que la collecte de déchets est réalisée sur site avec l'installation de conteneurs lors des maintenances.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Levée de mise en demeure - incendie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 04/11/2024, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Réserves incendie

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société SAINT-AMANS ÉNERGIES, dont le siège social est situé 213 cours Victor Hugo, 33323 BÈGLES et qui exploite un parc éolien de 5 aérogénérateurs sur la commune de SAINT-AMANS-VALTORET, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants :</p> <p>Dans un délai de six mois :</p> <p>[...]</p> <p>l'article 8.3 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 26 novembre 2021 portant modification du parc éolien de Saint-Amans-Valtoret - Société SAINT-AMANS ÉNERGIES ou à défaut de déposer un porter à connaissance avec une proposition alternative.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'une réserve incendie identifiée "POINT D'EAU INCENDIE N°239-0036", d'une capacité de 60 m³ située à proximité de l'éolienne STA08.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 3 : Exploitation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Propreté</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection s'est rendue au pied du mat et dans la nacelle de l'éolienne STA08, et a constaté que l'intérieur est propre et qu'il n'y a pas de matériaux combustibles entreposés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Risques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté la présence d'extincteurs au pied et dans la nacelle de l'éolienne STA08 dont la dernière vérification par la société SOCOTEC date du 15 octobre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Risques

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement du 31/12/2016, article R.557-14-1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, ESP</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression, définis aux articles R. 557-9-1 et R. 557-9-2, et des récipients à pression simples, définis aux articles R. 557-10-1 et R. 557-10-2, qu'ils soient ou non constitutifs d'un ensemble, et qui relèvent d'un au moins des points 1° à 6° ci-après :</p> <p>1° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 1 dont le produit $PS \times V$ de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 50 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 200 bars ;</p> <p>2° Les récipients destinés à contenir un gaz du groupe 2 autre que la vapeur d'eau ou l'eau surchauffée, dont le produit $PS \times V$ de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 200 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre et PS au plus égale à 1 000 bars, et de ceux dont la pression maximale admissible est au plus égale à :</p> <p>a) 2,5 bars s'il s'agit d'appareils à couvercle amovible à fermeture rapide ;</p> <p>b) 4 bars pour les autres récipients ;</p> <p>3° Les récipients de vapeur d'eau ou d'eau surchauffée dont le produit $PS \times V$ de la pression maximale admissible PS par le volume V est supérieur à 200 bars. litres, à l'exception de ceux pour lesquels V est au plus égal à un litre ;</p> <p>4° Les générateurs de vapeur dont le volume V est supérieur à 25 litres ;</p> <p>5° Les tuyauteries destinées à contenir un gaz du groupe 1, dont la dimension nominale est supérieure à DN 100 ou dont le produit $PS \times DN$ de la pression maximale admissible PS par la dimension nominale DN est supérieur à 1 000 bars, à l'exception de celles dont la dimension nominale est au plus égale à DN 25 ;</p> <p>6° Les tuyauteries destinées à contenir un gaz du groupe 2, y compris la vapeur d'eau et l'eau surchauffée, dont la dimension nominale est supérieure à DN 100 et le produit $PS \times DN$ de la pression maximale admissible PS par la dimension nominale DN est supérieur à 3 500 bars.</p> <p>II. - Les dispositions de la présente section s'appliquent au suivi en service des équipements sous pression nucléaires mentionnés à l'article R. 557-12-1, qu'ils soient ou non constitutifs d'un ensemble nucléaire, à l'exception des enceintes de confinement des réacteurs nucléaires et des gaines de combustibles nucléaires, pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.</p>

593-1.

III. - Sont également soumis aux dispositions de la présente section :

1° Les accessoires sous pression installés sur les équipements mentionnés au I ;

2° Les accessoires de sécurité destinés à la protection des équipements mentionnés au I ;

Constats :

L'exploitant a indiqué que 4 accumulateurs sont présents dans le hub (partie tournante de la nacelle sur laquelle sont reliées les pales) des éoliennes afin d'assurer le système de pitch des pales (pour la mise en drapeau).

Ils ont les caractéristiques suivantes :

$V = 20 \text{ L} > 1 \text{ L}$;

$PS = 330 \text{ bar} > 4 \text{ bar}$;

$PS \times V = 6600 \text{ bar.L} > 200 \text{ bar.L}$;

Le parc étant constitué de 5 éoliennes, ces 20 accumulateurs relèvent donc de la section 14 du chapitre VII du titre V du livre V du code de l'environnement.

L'exploitant a indiqué que 3 accumulateurs pour le groupe hydraulique sont présents dans la nacelle. L'inspection a constaté la présence de ces équipements.

Deux ont les caractéristiques suivantes :

$V = 1,4 \text{ L} > 1 \text{ L}$;

$PS = 50 \text{ bar} > 4 \text{ bar}$;

$PS \times V = 70 \text{ bar.L} < 200 \text{ bar.L}$;

et le dernier

$V = 0,32 \text{ L} < 1 \text{ L}$;

$PS = 43 \text{ bar} > 4 \text{ bar}$;

$PS \times V = 13,76 \text{ bar.L} < 200 \text{ bar.L}$.

Ces accumulateurs ne relèvent donc pas de la section 14 du chapitre VII du titre V du livre V du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Contrôle de la liste des appareils à pression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.I

Thème(s) : Risques accidentels, Dossier d'exploitation ESP

Prescription contrôlée :

I. - L'exploitant établit pour tout équipement fixe entrant dans le champ d'application de l'article L. 557-30 du code de l'environnement un dossier d'exploitation qui comporte les informations nécessaires à la sécurité de son exploitation, à son entretien, à son contrôle et aux éventuelles interventions. Il le met à jour et le conserve pendant toute la durée de vie de ce dernier. Ce dossier peut se présenter sous forme de documents sur papier ou numériques. Ce dossier comprend les informations suivantes relatives à la fabrication : - si l'équipement est construit suivant les directives européennes applicables, le cas échéant, la notice d'instructions, les documents techniques, plans et schémas nécessaires à une bonne compréhension de ces instructions ; - si l'équipement a été construit selon des réglementations françaises antérieures au

<p>marquage CE ou pour les équipements néo-soumis, l'état descriptif initial ou reconstitué dans des conditions précisées par une décision du ministre chargé de la sécurité industrielle ; - l'identification des accessoires de sécurité et leurs paramètres de réglage. Ce dossier comprend également les informations suivantes relatives à l'exploitation : - pour tous les équipements : - la preuve de dépôt de la déclaration de mise en service pour les équipements qui y sont ou y ont été soumis ; - un registre où sont consignées toutes les opérations ou interventions datées relatives aux contrôles, y compris de mise en service le cas échéant, aux inspections et aux requalifications périodiques, aux incidents, aux événements, aux réparations et modifications ; - les attestations correspondantes avec une durée de conservation minimale supérieure à la période maximale entre 2 requalifications périodiques pour les comptes-rendus d'inspections et les attestations de requalifications périodiques ou durée de vie de l'équipement pour les autres opérations ; - en outre, pour les équipements suivis en service avec un plan d'inspection, le plan d'inspection ; - pour les tuyauteries soumises à inspection périodique, le programme de contrôle prévu au III de l'article 15 lorsqu'il est requis ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a consulté un dossier d'exploitation d'un accumulateur de l'éolienne STA08 et a constaté qu'il contient les éléments requis par l'article 6.I.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Contrôle de la liste des appareils à pression

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6.III</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Liste des appareils à pression</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection la liste des équipements sous pressions présents dans le parc.</p> <p>Cette liste indique les fonctions, les emplacements, la turbine, le type, la pression, le volume, la date de mise en service, la date du contrôle commissioning, l'organisme de contrôle, la période de contrôle et la méthode de suivi.</p> <p>Les accumulateurs relevant de la section 14 du chapitre VII du titre V du livre V du code de l'environnement sont contrôlés annuellement, les autres tous les 4 ans.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : Vérification des échéances de l'inspection périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 15.I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
Prescription contrôlée : I. - L'inspection périodique a lieu aussi souvent que nécessaire. Les périodes maximales sont comptées selon le cas à partir de la date de la mise en service ou, de la précédente inspection périodique ou requalification périodique. Elles sont fixées ci-après, sans préjudice de dispositions plus exigeantes fixées par d'autres règlements, en particulier ceux relatifs au plan de modernisation des installations industrielles. La période maximale est fixée au maximum à : 1 an pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques, sauf ceux ayant fait l'objet d'un essai de vieillissement selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle figurant en annexe 1, auquel cas l'intervalle entre deux inspections périodiques est porté au plus à 4 ans ; 2 ans pour les générateurs de vapeur, les appareils à couvercle amovible à fermeture rapide. Pour les autres équipements, hormis les tuyauteries, la période maximale entre les inspections périodiques est fixée au maximum à 4 ans. Toutefois, la première inspection périodique suivant la mise en service ou une modification notable d'un équipement est fixée au maximum à 3 ans, excepté pour les équipements qui ont fait l'objet d'un contrôle de mise en service conforme à l'article 11, que ce contrôle soit ou non obligatoire. Le délai maximal de 3 ans est porté à 40 mois pour les équipements dont la déclaration de mise en service a été réalisée avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, Si l'état d'un équipement le justifie, l'exploitant réduit les périodes maximales mentionnées ci-dessus.
Constats : La mise en service des ESP de l'éolienne STA08 a été réalisée le 7 mars 2023 et le dernier contrôle pour la validation avant mise en service de la machine le 6 février 2024. L'exploitant a présenté les rapports à l'inspection qui ne font état d'aucun défaut. Toutefois l'exploitant n'a pas présenté le dernier rapport de maintenance annuelle, lors de laquelle une vérification visuelle, une mesure de remplissage, un relevé de température et une vérification de la pression de décharge sont effectués sur ces accumulateurs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de transmettre le rapport de la dernière inspection périodique des accumulateurs concernés.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Vérification des échéances de la requalification périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 18.I

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle documentaire
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'échéance maximale des requalifications périodiques est fixée à partir de la date de mise en service ou de la dernière requalification périodique :</p> <ul style="list-style-type: none"> - deux ans pour les bouteilles pour appareils respiratoires utilisées pour la plongée subaquatique ainsi que pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ; - trois ans pour les récipients ou tuyauteries contenant les fluides suivants lorsque ceux-ci ne peuvent être exempts d'impuretés corrosives : fluor, fluorure de bore, fluorure d'hydrogène, trichlorure de bore, chlorure d'hydrogène, bromure d'hydrogène, dioxyde d'azote, chlorure de carbonyle (ou phosgène), sulfure d'hydrogène ; - six ans pour les récipients ou tuyauteries contenant un fluide toxique (toxicité aiguë par voie orale : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par voie cutanée : catégories 1 et 2, toxicité aiguë par inhalation : catégories 1, 2 et 3, ou toxicité spécifique pour certains organes cibles - exposition unique : catégorie 1), ou un fluide corrosif vis-à-vis des parois de l'équipement sous pression ; - six ans pour les récipients mobiles en matériaux autres que métalliques ayant fait l'objet d'essais de contrôle du vieillissement lors de leur fabrication selon un cahier des charges approuvé par le ministre chargé de la sécurité industrielle en annexe 1 ; - six ans pour les bouteilles de plongée dont l'inspection périodique a été effectuée au moins annuellement ou avant leur utilisation quand la visite a été réalisée depuis plus d'un an, dans les conditions définies par la dernière version du cahier des charges relatif à l'inspection périodique des bouteilles métalliques utilisées pour la plongée subaquatique visé en annexe 1 du présent arrêté ministériel ; - dix ans pour les autres récipients ou tuyauteries ainsi que pour les générateurs de vapeur. <p>Pour les extincteurs soumis à une pression maximale admissible de plus de 30 bar, la requalification périodique est réalisée à l'occasion du premier rechargement effectué plus de six ans après la requalification précédente, sans que le délai entre deux requalifications périodiques ne puisse excéder dix ans. Les autres extincteurs ne sont pas soumis à requalification périodique.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection constate que la mise en service des ESP de cette éolienne a été réalisée il y a moins de 10 ans, le 7 mars 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite